

# Question 1 : Comment l'Etat-providence contribue-t-il à la cohésion sociale ?

## Etape 1 : Introduction (10')

### RSA contre bénévolat

<http://ses.webclass.fr/hQt/jt/rsa-contre-benevolat-impossible-mettre-en-place-pour-marisol-touraine>

## Etape 2 : Bilan de la vidéo (10')

En groupe, vous comparerez vos réponses et complèterez éventuellement votre trace écrite puis vous complèterez la carte mentale distribuée. Lien vers la vidéo : <http://acver.fr/3y9>

1. Définissez la cohésion sociale.
2. Illustrez les trois moyens dont dispose l'État pour contribuer à la cohésion sociale.
3. Distinguez les notions de disqualification sociale et de désaffiliation.



## Etape 3 : Vérification des connaissances (1h10)

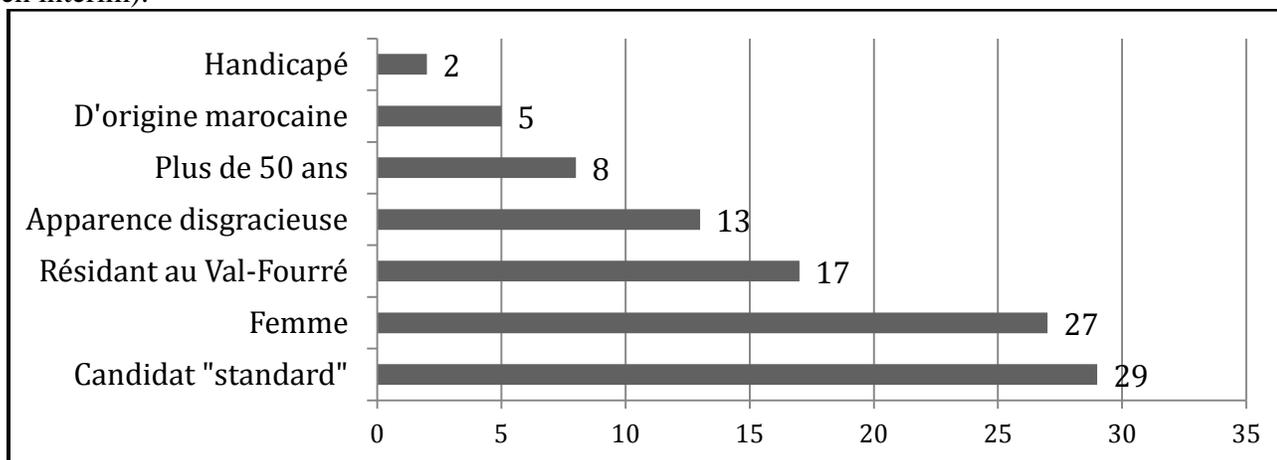
### Exercice 1

Placez les différents exemples dans le moyen d'intervention de l'Etat correspondant : le prélèvement d'impôts progressifs sur le revenu ; la loi sur la parité hommes-femmes ; l'interdiction de la discrimination à l'embauche ; le droit aux congés payés ; la distribution du revenu de solidarité active (RSA) ; la protection contre les accidents du travail.

| La redistribution | Les droits sociaux | La lutte contre les discriminations |
|-------------------|--------------------|-------------------------------------|
|                   |                    |                                     |

### Exercice 2

Proposition d'entretien selon les profils des candidats en % (1806 CV envoyés en réponse à 258 offres d'emploi en intérim).



Source : Observatoire des discriminations de l'Université de Paris I, 2013.

- 1) Quelles formes de discrimination apparaissent ici ?
- 2) Comment l'Etat peut-il lutter contre ces discriminations ?

**Exercice 3** : Montants moyens des prélèvements et prestations, en 2012 (en euros)

|                             | Fractiles de niveau de vie <sup>(1)</sup> avant redistribution |                   |       |        |       |        |        |          |
|-----------------------------|--|-------------------|-------|--------|-------|--------|--------|----------|
|                             | D1 <sup>(2)</sup>  | Q1 <sup>(3)</sup> | Q2    | Q3     | Q4    | Q5     | D10    | Ensemble |
| Revenu avant redistribution | 4128   | 7266              | 15591 | 21474  | 28623 | 55292  | 72195  | 25649    |
| Prélèvements                | -165   | -333              | -1010 | -2 066 | -3501 | -10707 | -15886 | -3 523   |
| Prestations                 | 5985   | 4332              | 1266  | 736    | 480   | 335    | 345    | 1430     |
| Revenu disponible           | 9948   | 11266             | 15847 | 20145  | 25602 | 44919  | 56654  | 23556    |

Champ : France métropolitaine, personnes vivant dans un ménage dont le revenu est positif ou nul et dont la personne de référence n'est pas étudiante.

Source : portrait social, INSEE, 2013.

(1) revenu disponible du ménage divisé par le nombre d'unités de consommation (1 UC pour le premier adulte ; 0.5 UC pour les autres personnes de 14 ans ou plus ; 0.3 UC pour les enfants de moins de 14 ans).

(2) : D1 : 10 % des personnes les plus modestes ; D10 : 10 % des personnes les plus aisés

(3) : Q1 : 20 % des personnes les plus modestes ; Q5 : 20 % des personnes les plus aisés

- 1) Faites une phrase significative avec la donnée entourée.
- 2) Montrez les inégalités entre les 10% des personnes les plus modestes et les plus aisées, avant et après redistribution, par deux calculs qui vous semblent appropriés.
- 3) En utilisant vos calculs, montrez que l'Etat participe à la réduction des inégalités donc à la cohésion sociale par la redistribution.

**Exercice 4** : chronologie de certains droits sociaux

|      |   |
|------|---|
| 1864 | Reconnaissance du droit de grève.   |
| 1884 | Loi Waldeck-Rousseau autorisant les syndicats professionnels.   |
| 1898 | Loi sur la responsabilité patronale dans les accidents du travail.  |
| 1936 | Accords Matignon : lois sur la semaine de 40 heures et les congés payés, extension des conventions collectives et institution des délégués du personnel.                                |
| 1945 | Ordonnance du 4 octobre instituant le régime général de Sécurité sociale. Instauration des comités d'entreprise. Lois sur les délégués du personnel.                                    |
| 1950 | Instauration du SMIG, remplacé en 1970 par le SMIC.   |
| 1958 | Création de l'assurance chômage.  |
| 1968 | Accords de Grenelle : création des sections syndicales d'entreprise.  |
| 1982 | Instauration de la semaine de 39 heures, cinquième semaine de congés payés, retraite à 60 ans. Lois Auroux sur le droit d'expression et la négociation collective dans les entreprises. |
| 1988 | Création du RMI.  |
| 1990 | Création de la CSG.   |
| 1999 | Mise en place de la CMU.  |
| 2009 | Mise en place du RSA.   |

- 4) Donnez des exemples montrant que le statut de salarié a progressivement permis aux individus de bénéficier de droits sociaux.
- 5) Montrez que l'Etat favorise la cohésion sociale en garantissant certains droits sociaux.

### **Document 5** : Monographie d'Alain

« Alain semble, lui, avoir plus de relations avec l'extérieur qu'Amie :

« Quand je vais faire une petite belote au café, le soir, je dis aux gens ce qui m'arrive. Ça me vide la tête d'en parler. » Il est aussi beaucoup plus optimiste pour retrouver un emploi « J'ai quand même pas mal de compétences, électricité, mécanique, électronique, pneumatique, hydraulique, et même ouvrier. Je n'ai qu'un CAP, mais avec mon expérience, on m'a dit que je pouvais avoir un niveau BTS. »

Seulement, quelques semaines avant son licenciement, Alain s'est séparé de sa femme et s'est trouvé sans domicile pendant plus de trois mois. Il a commencé à dormir dans l'usine : « Dans un petit local à moi que je m'étais préparé. Le matin, je me levais tôt pour éviter que les gens s'en aperçoivent, que ça parle sur moi ».

Après le licenciement, Alain a continué à dormir quelque temps dans l'usine désaffectée, mais celle-ci a définitivement fermé. Alain s'est alors retrouvé SDF, sans un centime. Sans paye, ni chômage ni indemnités, difficile de convaincre un bailleur et de verser une caution Alain a alors été mis en contact avec une caisse solidaire. Normalement, ce type d'organisme octroie des prêts mais Alain était surendetté et interdit bancaire. La caisse a cependant accepté d'établir un document prouvant qu'il toucherait bien ses indemnités dans les deux mois, ce qui a convaincu un propriétaire de lui louer un petit appartement, au-dessus d'un salon de coiffure. « Une caisse solidaire, je ne savais pas qu'il y avait une banque comme ça je ne savais même pas que cela existait ». Alain se donne trois mois pour meubler son appartement, avec les indemnités de licenciement enfin touchées, puis il commencera à chercher un emploi. [...]

« Un handicap pour trouver un boulot. Je me voyais mal me présenter chez un patron avec un sac en plastique d'un côté et une valise de l'autre ! Le patron, il a pas besoin de ça, il a besoin de quelqu'un qui a une tenue, qui soit correct, qui présente... Si un patron embauche quelqu'un, c'est pas pour embaucher les problèmes de l'employé en même temps. Donc, si on se présente avec un sac en plastique, c'est certain que ça passe pas. Est-ce que vous vous promenez avec votre maison sur le dos, vous ? »

Stéphane Beaud, Joseph Confavreux, Jade Lindgaard (dir.), *La France invisible*, La Découverte, coll. « La Découverte/Poche », 2008

- 1) Rapprochez l'histoire d'Alain de l'analyse de Serge Paugam sur la disqualification sociale ou de celle de Robert Castel sur la désaffiliation.
- 2) Quels outils l'Etat a-t-il à sa disposition pour éviter ces situations ? Donnez des exemples précis.

---

### **Etape 4 : Tâche finale (50')**

Vous êtes un élu politique. Vous devez montrer à vos électeurs par un discours d'une page comment la mobilisation de différents instruments par l'Etat permet d'assurer la cohésion sociale.

Vous devez mobiliser les documents et les notions suivantes : cohésion sociale, solidarité, droits sociaux, discriminations, redistribution.